



Entrée de l'organisation de défense des droits des femmes ALFeLa, Timor-Leste
Photo: Angela Escher pour PWS

Engagement des femmes dans la lutte contre la violence et la discrimination

Le 25 novembre, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes appelle à lutter contre la discrimination et la violence à l'égard des femmes et des filles. En même temps, elle rend hommage aux femmes qui luttent activement contre la violence fondée sur le genre et contre les inégalités profondément enracinées.

Interviews réalisées : Karla Valladares (représentation de PWS et direction de l'ACO-Honduras), Angela Escher (volontaire Timor-Leste).

Texte : Seraina Caviezel, coordinatrice du programme au Honduras

La violence basée sur le genre touche des millions de femmes et de filles dans le monde. Elle se manifeste sous différentes facettes, de la violence domestique aux abus sexuels en passant par les féminicides — assassinats de femmes par des hommes en raison du sexe de ces dernières. Chaque année, près de 49 000 femmes sont victimes d'un féminicide dans le monde, il faut toutefois noter que le nombre de cas non recensés est élevé.

Violence patriarcale et résistance des femmes au Honduras

Le Honduras est l'un des pays d'Amérique latine où le taux de violence liée au genre est le plus élevé. Dans leur vie quotidienne, les femmes sont souvent exposées à la violence sexuelle, physique et psychologique, tant dans l'espace public que dans la sphère privée. Les

rôles traditionnels de genre sont profondément enracinés dans la société patriarcale, à ces derniers s'ajoutent une forte impunité et des inégalités sociales et économiques. Quiconque s'oppose à ces normes ou revendique des droits s'expose à la violence. Toutes les 18 à 20 heures, une femme ou une jeune fille est assassinée au Honduras, souvent par un proche parent ; 95 % de ces meurtres restent impunis¹. Guadalupe Carbajal, une défenseuse des droits de l'homme de notre organisation partenaire « Association pour le développement de la péninsule de Zacate Grande, ADEPZA² », qui s'engage pour les droits fonciers, la durabilité écologique et la justice sociale dans le sud du Honduras, raconte : « Dans notre lutte pour nos droits fonciers, nous, les femmes, sommes exposées à des calomnies, des diffamations, des menaces et même des agressions physiques spécifiques à notre sexe, en plus des risques physiques auxquels sont également exposés nos collègues masculins. Les attaques visent à propager la peur. Des familles entières, y compris nos enfants, sont intimidées et nous sommes placées dans une position d'impuissance ».

Vous pouvez trouver des informations actuelles sur PWS et sur le travail en faveur des droits humains dans les pays des projets sur notre site internet (peacewatch.ch) ou sur nos blogs, sur le Honduras (peacewatch.blog) ou sur EAPPI (eappiswitzerland.wordpress.com).

Pour faire face aux multiples défis, les défenseuses des droits humains et leurs organisations se réunissent en réseau, s'informent et recherchent un soutien international. Avec un engagement sans faille, elles défendent les groupes marginalisés, luttent contre la violence structurelle et l'inégalité, travaillent à la prévention, sensibilisent l'opinion publique et élèvent la voix pour défendre les droits des victimes de la violence — en particulier là où les institutions étatiques sont défaillantes.

Conseil juridique pour les femmes et les enfants au Timor-Leste

Au Timor-Leste, un autre pays où le taux de violence liée au genre est l'un des plus élevés au monde, l'organisation de défense des droits des femmes ALFeLa³ s'engage pour les droits des femmes et des enfants. PWS a interviewé sa directrice, Marcelina Amaral: «Nous offrons un soutien juridique et des conseils à 500 à 600 femmes et enfants victimes de violences ou d'abus chaque année. Mais les défis sont importants: malgré l'existence de lois qui prévoient la protection des femmes, de nombreuses victimes n'ont pas accès à la justice. La normalisation de la violence, souvent considérée comme faisant partie de la culture, constitue un problème majeur. Lorsque les femmes portent plainte, elles sont condamnées par la communauté, car cela est considéré comme une honte pour la famille. On reproche alors à la femme de manquer de respect envers son mari». Une étude de 2018⁴ indique que 34 % des femmes timoraises âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences physiques ou sexuelles de la part d'un partenaire, et que 77 % d'entre elles n'ont pas demandé d'aide. La pandémie de COVID-19 a encore augmenté le nombre d'actes de violence.



Professeure Guadalupe Carbajal, défenseur des droits humains, Association pour le développement de la péninsule de Zacate Grande, ADEPZA (Honduras)



Marcelina Amaral, directrice de l'organisation de défense des droits des femmes ALFeLa (Timor-Leste)

ALFeLa a obtenu des résultats importants: outre les conseils juridiques, l'organisation s'engage au niveau national pour le respect de la Convention CEDAW, un traité international sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, que le Timor-Leste a signé et ratifié en 2003. En 2015, ALFeLa a soumis pour la première fois un rapport au Comité CEDAW concernant le cas d'une femme victime de violence sexiste et emprisonnée. En 2018, des recommandations ont été faites par le Comité au gouvernement du Timor-Leste. Les droits des femmes ont pu être défendus avec succès par la suite et l'affaire a marqué un tournant important, tant dans la coopération entre la société civile et le gouvernement, dans la lutte contre la violence basée sur le genre que dans la présentation de rapports à ce sujet au Comité CEDAW.

L'observation internationale renforce les défenseuses des droits humains

Guadalupe, du Honduras, souligne: «Grâce à la présence de PWS, les menaces et les agressions contre nous, les femmes, diminuent considérablement». Marcelina, du Timor-Leste, souligne l'importance de l'observation

internationale dans la mise en œuvre des conventions ratifiées. Ces exemples montrent le rôle crucial de l'observation internationale en matière de droits humains pour renforcer et promouvoir aussi bien la sécurité que la voix des défenseuses des droits des femmes.

Des rapports d'Amnesty International et de Front Line Defenders⁵ mettent en évidence le fait que la présence internationale réduit non seulement le risque d'exactions, mais augmente aussi la pression politique sur les gouvernements pour protéger les droits des femmes. Il apparaît clairement que la visibilité internationale légitime le travail des défenseuses des droits humains, leur donne une marge de manœuvre plus sûre et renforce leur engagement en faveur de la justice et du changement social et culturel. PWS se tient aux côtés de ces femmes courageuses.

¹ Centro de Derechos de Mujeres (CDM), www.derechosdelamujer.org

² Asociación por el Desarrollo de la Península de Zacate Grande, ADEPZA

³ Asistencia Legál ba Feto no Labarik, ALFeLa.

⁴ Demographic and Health Survey, DHS Timor-Leste, 2016: www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR329/FR329.pdf

⁵ Amnesty International, State of the World's Human Rights 2022/23, Amnesty International, 2023, <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/5670/2023/en/>. Front Line Defenders, Global Analysis 2023/24. Front Line Defenders, 2024, <https://www.frontlinedefenders.org/en/resource-publication/global-analysis-202324>.